CV

Professeur de droit public à l’Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne depuis septembre 2021

Membre titulaire du CNU Section droit public (1er janvier 2016-septembre 2019)

Membre du Conseil national de la formation des élus locaux (CNFEL) (1er janvier 2017-septembre 2020)

Membre du Conseil scientifique du GRALE depuis octobre 2019

Thèmes de recherche

Droit administratif, droit des collectivités territoriales, droit du contentieux administratif, droit des biens publics

Publications depuis 2012 :

Ouvrages : *Droit des collectivités territoriales*, avec M. Verpeaux, LGDJ, coll. Manuel, Lextenso, 2ème édition, septembre 2021

Commentateur du Code général des collectivités territoriales depuis 2016

Direction d’ouvrages

*Les sanctions administratives*, sous la direction de L. Janicot, avec P. Bourdon, Lextenso, Collection LEJEP, à paraître en janvier 2022

*Collectivités territoriales et protection de l’environnement,* sous la direction de L. Janicot, Berger-Levrault, janvier 2021

Comité d’organisationpour les *Mélanges en l’honneur de Michel Verpeaux*, *Révolution, Constitution, Décentralisation*, avec M. Heitzmann-Patin, P. de Montalivet, A. Roblot-Troizier, A. Vidal-Naquet, Dalloz, octobre 2020

*Regards croisés sur la procédure administrative contentieuse et la procédure civile,* Actes du colloque organisé au Tribunal administratif, le 7 décembre 2018, en codirection avec J.-Ch. Rotoullié, Lextenso, collection LEJEP, 2019

*Quel(s) avenir (s) pour les départements* ? en codirection avec N. Ferreira, Lextenso, collection LEJEP, 2016

*Les villes capitales, miroirs de l’Etat ?*, en codirection avec O. Renaudie et F. Lafaille, Lextenso, collection LEJEP, 2015

*Les collectivités territoriales et l’élection présidentielle*, en codirection avec N. Ferreira et A. Bel, Lextenso, collection LEJEP, 2013

*L’efficacité de l’acte normatif. Nouvelle norme, nouvelles normativités*, en codirection avec P. Hammje et S. Nadal, Lextenso, collection LEJEP, 2013

Articles et chapitres d’ouvrages

-Droit administratif général

« La gouvernance durant la période de la crise sanitaire liée au COVID », *Droit et Ville*, 2021/1, n° 91, p. 51

« L’enrichissement sans cause » avec H. Hoepffner, *AJDA*, Dossier « Les quasi-contrats », 2021, p. 333

« Réflexions sur une nouvelle voie entre l’annulation sèche et l’annulation différée. La définition de règles provisoires par le juge de l’excès de pouvoir », RFDA 2021 n° 1, p. 41.

« Les personnes publiques et les contrats portant obligation réelle environnementale », avec J.-Ch. Rotoullié, *RDI* 2020, n° 10, p. 496

« Les principes directeurs concernant le cumul des pouvoirs de police », avec H. Hoepffner, *AJDA*, Dossier « Les concours de police », 2020, n° 22, p. 1211

« L’exercice de la maîtrise d’ouvrage par les personnes publiques », *La maîtrise d’ouvrage publique*, Actes du colloque organisé par l’AFDA, Université d’Orléans, décembre 2019, *Contrats et Marchés publics*, mai 2020, p. 20

« Le contrôle par le juge administratif », *in* O. Renaudie (dir.), *Les aides économiques locales : de quel droit ?*, Actes du colloque organisé à l’Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 29 novembre 2019, L’Harmattan, Coll. Logiques juridiques, 2020, p. 143

« L’anonymisation du juge administratif », *in* P. Bourdon (dir.), *La communication des décisions du juge administratif*, Actes du colloque organisé à l’Université du Maine, LexisNexis, 2020, p. 81

Commentaire des arrêts CE ord. 23 janvier 2013, *Commune de Chirongui*, n° 365262, TC 17 juin 2013, n° 3911, *Bergoend c./ ERDF Annecy Léman* ; TC 9 décembre 2013, n° 3931, *Epoux Panizzon c./ Commune de Saint-Palais-sur-mer*, *in* J. Caillosse, J. Chevallier, Th. Perroud (dir.) *Les Grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, LGDJ, Les Grandes décisions, 2019, p. 514

« Confiance et responsabilité de la puissance publique », *in* C. Teitgen-Colly et O. Renaudie (dir.), *La confiance en droit public*, L’Harmattan, 2019, p. 135

« Les délégations de compétences entre personnes publiques », *Dr. Adm*. février 2019, Etude n° 3, p. 14

« La demande en appréciation de régularité d’une décision administrative », avec J.-Ch. Rotoullié, *RFDA* 2018, p. 821

« Le droit à l’erreur », *in* *Les collectivités territoriales et le CRPA*, Actes du Colloque organisé à l’Université Toulouse 1 Capitole, *JCP A* 2018, étude n° 2284

« Retour sur les transformations contemporaines du contentieux de la validité des contrats administratifs », avec S. Eustache, *Dr. Adm*. 2018, p. 13

« L’exception, l’adaptation du droit au fait », *in* A. Vidal-Naquet et de M. Fatin-Rouge Stefanini(dir.), *La norme et ses exceptions. Quels défis pour la règle de droit* ?, Bruylant, 2014, p. 227

« Les adages exclus du droit public », avec O. Deshayes, *RFDA* 2014, p. 207

« Le juge administratif, le contrat et la propriété des biens de retour », avec J.-F. Lafaix, *RFDA* 2013, p. 513

« L’ordre public et les contrats administratifs », *in* Ch.-A. Dubreuil (dir.), *L’ordre public*, Editions Cujas, 2013, p. 61

« Le principe d’égalité devant le service public », *RFDA* 2013, p. 722

Droit des collectivités territoriales

« La crise sanitaire et les aides économiques locales » avec J.-Ch. Rotoullié, *in* *DGCT, GRALE*, 2021, *Le local face à la crise*

« L’Elysée et les collectivités territoriales », *in* J.-F. Kerléo (dir.), *L’Elysée*, LGDJ, coll. Varenne, à paraître

« La loi organique relative à l’expérimentation », avec M. Verpeaux, *AJDA*, 2021, p. 1375

« Les collectivités territoriales dans le contentieux administratif : quelles spécificités ? », *in* *Peut-on encore définir la collectivité territoriale*, *Journées d’études de l’AFDCL*, L’Harmattan, 2021, à paraître

« Les biens des collectivités territoriales et la protection de l’environnement », avec J.-C. Rotoullié, *in* *Les collectivités territoriales et la protection de l’environnement*, sous la direction de L. Janicot, Berger-Levrault, janvier 2021

« La demande de prise de position formelle des collectivités territoriales auprès du préfet », in *Dossier consacré aux réformes des collectivités territoriales*, *RFDA* 2020 n° 2, p. 254

« Les collectivités de droit commun : les communes, les départements et les régions. La fin de ces catégories juridiques ? », *in* *Constitution, Révolution, Décentralisation, Mélanges en l’honneur de Michel Verpeaux*, Dalloz, octobre 2020, p. 613

« L’action extérieure des collectivités territoriales », *in* M. Chambon et P.-M. Raynal (dir.), *L’identité de l’Etat dans la globalisation*, Actes du colloque organisé à l’Université de Cergy-Pontoise, 6 et 7 février 2020, Lextenso, collection LEJEP, à paraître

« Elus locaux et contrats administratifs », *in* V. Bouhier (dir.), *L’intervention des tiers dans les contrats* *administratifs*, Actes du colloque organisé à l’Université d’Evry, 18 avril 2019, Lextenso/LGDJ, Colloques &Essais, octobre 2020, p. 63

« La collectivité européenne d’Alsace ou les fruits d’un non-choix », avec M. Verpeaux, *AJDA* 2019, p. 2236

« Les départements : quel(s) avenir(s) ? », *AJDA* 2019, p. 2417

« QPC et autonomie locale. Le cas de la France », *QPC et collectivités territoriales*, Actes du colloque organisé par l’Université Panthéon-Assas (Paris II) et l’Université de Lorraine, 31 janvier 2019, *Revue générale du droit* 2019 n° 39801

« La différenciation territoriale, un nouveau paradigme du droit de la décentralisation ? », *in* O. Gohin (dir.), *L’acte III de la décentralisation*, Editions Panthéon-Assas, Colloques, 2019, p. 21

« Le principe de compensation financière des transferts de compétences », *in* J.-M. Pontier et O. Guignard(dir.), *Constitution et collectivités territoriales*, LexisNexis, 2019, p. 185

« Solidarité(s) versus spécialisation des collectivités territoriales : quels nouveaux équilibres ? », *in* O. Renaudie et J.-B. Auby (dir.), *Les nouveaux équilibres de l’action publique territoriale -Retour sur 10 ans de réforme territoriale*, Berger Levrault, 2019, p. 75

« Conventions de délégation de compétence entre collectivités territoriales. Illustration », avec Jérôme Briend, juriste à l’ADF (Assemblée des départements de France), *in* *L’exercice des compétences locales entre rationalisation et créativité*, sous la direction de M. Douence, L’Harmattan, collection Travaux de l’AFDCL, 2018, p. 185

« Les conflits entre collectivités territoriales », Dossier *Les litiges entre personnes publiques*, *Dr. Adm*. 2017, p. 23

« La ville de Paris, nouvelle collectivité territoriale à statut particulier », *AJDA* 2017, p. 1038

« Le pouvoir normatif des régions », *RFDA* 2016, p.664

« Le territoire des collectivités territoriales dans les réformes des collectivités territoriales. Brèves observations sur les évolutions affectant les liens entre collectivités territoriales et territoire », *Civitas Europa* 2015, p. 125.

« La démocratie locale et la question du modèle », *Politeia* 2014, p. 197

« Les métropoles à statut particulier : Le Grand Paris, Lyon et Aix-Marseille-Provence », *AJDA* 2014, p. 613

« Etude des principes constitutionnels de collectivité chef de file et de non-tutelle à l’aune du projet de loi de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles », *in* B. Mathieu et M. Verpeaux (dir.), *Les mutations constitutionnelles des collectivités territoriales*, Les cahiers constitutionnels de Paris I, Dalloz, 2014, p. 23

« La fonction de collectivité chef de file », *RFDA* 2014, p. 472

« La gouvernance institutionnelle des territoires – Les métropoles », *RLCT* 2013, n° 2516

« Les droits des élus locaux », *in* G.-J. Guglielmi (dir.), *La loi relative à la démocratie de proximité, dix ans après*, L’Harmattan, 2013

« La tutelle de l’Etat sur les collectivités territoriales 30 ans après la loi du 2 mars 1982 », *AJDA* 2012, Dossier spécial *Bilan de la loi du 2 mars 1982*

Notes de jurisprudence

Note sous l’arrêt du Conseil d’Etat, Section, 3 décembre 2018, *Ligue française pour la défense des droits de l’homme et du citoyen, AJDA* 2019, p. 706.

Note sous l’arrêt du Conseil d’Etat, 26 février 2016, S*yndicat mixte urbain de chauffage de la défense*, corédigée avec J.-F. Lafaix, *AJDA* 2016, p. 1645

Note sous l’arrêt du Conseil d’Etat, 12 novembre 2015, *Cne de Neuville-les-Maisons*, corédigée avec G. Kergoat, *AJCT* 2016, n° 224

Note sous l’arrêt du Conseil d’Etat, Assemblée, 14 avril 2014, *Département de Tarn-et-Garonne*, corédigée avec J.-F. Lafaix, *RDP* 2014, p. 1175

Note sous l’arrêt du Conseil d’Etat, Assemblée, 12 juillet 2013, *Fédération nationale de la pêche en France*, *JCP ed. G.* 2013, n° 1215